

L'UKRAINE RESTITUÉE

SOUVERAINETÉ ÉTATIQUE ET IDENTITÉ NATIONALE

PAUL ROBERT MAGOCSI

L'UKRAINE RESTITUÉE

Souveraineté étatique et identité nationale

PAUL ROBERT MAGOCSI

Chaire des études ukrainiennes
Université de Toronto
Toronto, Canada
2023

**Le présent ouvrage a vu le jour grâce au soutien généreux du
Peterson Literary Fund – BCU Foundation
Toronto, Canada**

Traduit en français par Bernard Marchadier
À partir de l'édition originale anglaise
Ukraina Redux : On Statehood and National Identity,
Second edition, Kashtan Press, Kingston, Ontario, 2023

© Paul Robert Magocsi 2023
Tous droits réservés

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
I. LE CONCEPT DE NATIONALISME	3
II. LA SOUVERAINETÉ ÉTATIQUE UKRAINIENNE : CONCEPTS ET RÉALITÉ	5
<i>Les premiers États ukrainiens</i>	
<i>La période révolutionnaire du XXe siècle</i>	
<i>L'ère soviétique</i>	
<i>L'Ukraine indépendante</i>	
Les cartes	12-13
III. L'IDENTITÉ NATIONALE UKRAINIENNE	25
<i>La diversité ethnolinguistique</i>	
<i>L'évolution de l'identité ukrainienne</i>	
<i>Les types d'identité en Ukraine</i>	
<i>Les conséquences des événements récents</i>	
IV. RÉSUMÉ	40
NOTES	43
L'AUTEUR	46

*Le présent essai est la version révisée
d'un rapport d'expert présenté
à la Cour internationale de Justice
de La Haye.*

INTRODUCTION

Le 24 février 2022, la Russie s'est lancée dans une véritable invasion de l'Ukraine. Cette deuxième phase d'une guerre qui avait commencé en 2014 s'inscrivait dans le prolongement de déclarations du président russe, Vladimir Poutine, qui, partant de considérations historiques, niait aux Ukrainiens tout droit à disposer de leur propre Etat, et niait même que le peuple ukrainien fût ethniquement distinct de ses voisins russes.¹ Or l'attachement des Ukrainiens au statut d'État souverain ne vient pas du néant : c'est l'aboutissement d'un développement organique qui s'étend sur près de quatre siècles.

En août 1991, l'Ukraine avait déclaré son indépendance et, dès avant la fin de cette même année, c'est-à-dire dès la dissolution de l'Union soviétique, elle avait commencé à fonctionner comme État pleinement souverain au sein de la communauté internationale. Cette indépendance n'était cependant pas chose nouvelle. Rien que pendant le XXe siècle et avant 1991, le territoire de l'Ukraine, ou une partie de celui-ci, avait été proclamé indépendant pas moins de cinq fois. L'idée de souveraineté étatique n'a pas non plus été limitée au seul XXe siècle. Trois siècles plus tôt, les Ukrainiens avaient créé un État qui exista sous une forme ou une autre de la moitié du XVIIe siècle à la fin du XVIIIe.

L'essai qu'on lira ci-après traitera des racines de la souveraineté de l'Ukraine et des différentes formes

qu'elle a prises avant comme après la déclaration d'indépendance du 24 août 1991. On se demandera aussi comment les habitants du pays se définissent et comment ils se situent vis-à-vis de l'État ukrainien en termes d'identité nationale — ethnique ou civile.

I. LE CONCEPT DE NATIONALISME

La création des états européens modernes est étroitement liée au nationalisme comme idéologie.

Avant de décrire la relation qui existe entre l'identité ukrainienne et la souveraineté étatique, il convient de distinguer deux formes différentes de nationalisme qui, l'une et l'autre, ont contribué au développement d'une identité ukrainienne depuis le début du XIXe siècle, et quelle relation cette identité, sous sa forme moderne, entretient avec l'existence de l'État ukrainien.

Fondamentalement, le nationalisme est une idéologie qui postule 1) que l'humanité se divise en peuples ou nationalités, 2) que le meilleur système socio-politique est celui où chaque peuple ou nationalité jouit de l'autonomie culturelle et politique ou, ce qui est préférable, d'une souveraineté pleine et entière et d'un État indépendant.

Le rapport entre les peuples et la souveraineté étatique a été profondément influencé par la Révolution française de 1789 et ses suites. Jusqu'alors, et en dehors de quelques exceptions, les États d'Europe s'incarnaient soit dans la personne d'un monarque (empereur, roi, prince ou grand duc), soit dans une élite (oligarchie). Ces deux variantes de souveraineté étatique pré-révolutionnaire avaient trouvé une illustration caractéristique en France avec la célèbre formule de Louis XIV « L'État, c'est moi », ou dans la structure politique de la République de Venise, dirigée par un groupe de

patriciens qui élisaient un dignitaire (le doge) chargé d'appliquer leurs décisions et instructions. Le modèle de la France révolutionnaire a exercé une influence toute particulière, avec des dirigeants politiques qui tenaient pour principe que l'État était l'incarnation du peuple (des citoyens), le peuple étant par conséquent la source suprême de l'autorité politique.

Au XIXe siècle, l'Europe tout entière était constituée d'États soit monarchiques soit formés de citoyens. De plus, ces deux types d'États essayaient l'un comme l'autre de mettre à profit le nationalisme à leurs propres fins, à savoir de renforcer le soutien au régime en place en créant une « identité nationale » commune aux habitants du pays. Tous les peuples n'avaient pas alors (et n'ont pas de nos jours) un État qui leur soit propre. Il faut donc distinguer deux variantes du nationalisme, selon qu'il est imposé par l'État ou inspiré par une intelligentsia.

La première variante, le nationalisme imposé par l'État, a été propre à des États comme la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Empire austro-hongrois et l'Empire russe ; tous se sont employés, par le biais des pouvoirs publics (en particulier du système éducatif), à imposer à l'ensemble des habitants, quelle que soit leur origine ethnolinguistique ou nationale réelle, une identité « nationale » française, britannique, espagnole, austro-allemande, hongroise ou russe.

La seconde variante, celle du nationalisme inspiré

par l'intelligentsia, a valu pour les peuples qui n'avaient pas d'Etat — Bretons, Irlandais, Basques, Catalans, Finnois, Lituanais, Polonais, Tchèques, Croates, Ruthènes/Ukrainiens, ainsi qu'Italiens avant 1859 et Allemands avant 1871. L'intelligentsia était formée d'intellectuels et de militants politiques – la plupart du temps autoproclamés — qui soutenaient, en s'appuyant sur les droits humains universels, que leur peuple avait droit à l'autonomie. A tout le moins, ils entendaient par là le droit à une autonomie culturelle et, dans une certaine mesure, politique dans le cadre d'un Etat en place. Mais cela pouvait aussi signifier la création d'un nouvel État pleinement souverain et indépendant. En d'autres termes, de nombreux mouvements nationaux (mais pas tous) se sont donné pour objectif ultime un État indépendant.

II. LA SOUVERAINETÉ ÉTATIQUE UKRAINIENNE : CONCEPTS ET RÉALITÉ

Le mouvement national ukrainien relève de la variante du nationalisme « inspiré par l'intelligentsia ». Comme bien d'autres acteurs de mouvements nationaux chez les peuples d'Europe sans État, les intellectuels ukrainiens s'inspiraient des conceptions du philosophe allemand des Lumières Johann Gottfried Herder. Pour lui, tous les peuples du monde, quel que soit leur statut politique, étaient porteurs d'une culture originale, et chaque culture (surtout représentée par la langue du peuple) avait une richesse et une valeur propres.²

Au XIXe siècle, pendant la première phase du mouvement national ukrainien, les promoteurs de la cause ukrainienne comme Mykola Kostomarov, Panteleïmon Koulich ou Tarass Chevtchenko s'intéressaient surtout à l'activité culturelle, qu'il s'agît de décrire les caractéristiques ethnographiques du peuple ukrainien et d'en définir l'extension géographique ou de codifier une langue écrite. Au cours de la phase suivante, une nouvelle génération d'activistes (Mykhaïlo Drahomanov, Ivan Franko, Mykhaïlo Hrouchevski) se sont tournés vers le passé historique pour justifier l'existence d'un peuple ukrainien distinct ainsi que le droit de celui-ci à une autonomie culturelle et politique - et, finalement, à un État indépendant.

Les premiers États ukrainiens

L'intérêt pour le passé historique a amené à accorder une grande importance aux premiers exemples d'indépendance étatique en terre ukrainienne. L'entité médiévale connue sous le nom de Rus' (Rous), ce conglomérat assez lâche de principautés qui a fonctionné entre le IXe et le XIVe siècles*, a été le premier exemple invoqué. C'était inévitable dans la mesure où le cen-

* Des spécialistes russes et occidentaux considèrent que la Rus' kiévienne a pris fin en 1240 avec l'invasion mongole ; c'est ne pas tenir compte du fait qu'elle a conservé un État pendant au moins un siècle encore sous la forme du Royaume de Galicie-Volhynie, situé dans l'actuelle Ukraine occidentale.

tre politique, socio-économique et culturel de la Rus' était la ville de Kyiv, située au cœur même de l'Ukraine. La Rus' kiévienne, cependant, s'étendait au-delà de l'Ukraine actuelle puisqu'elle recouvrait tout le Bélarus et une grande partie de la Russie d'Europe.

Sur le plan territorial, l'Armée zaporogue, ou Hetmanat, créé en 1649 sous la direction du cosaque zaporogue Bohdan Khmelnytski (dont le plus illustre successeur a été, au tournant du XVIIIe siècle, Ivan Mazepa), apparaît comme un État bien plus spécifiquement ukrainien. L'Hetmanat a fonctionné comme entité en grande partie autonome au centre de l'Ukraine pendant plus d'un siècle, jusqu'à ce qu'il soit aboli dans les années 1780 par les autorités impériales russes sous Catherine II. Après sa disparition, l'Hetmanat cosaque n'en a pas moins inspiré au XIXe siècle les travaux d'un nombre croissant d'écrivains, d'artistes, d'historiens et partisans des droits civiques, leur offrant un exemple concret d'entité politique autonome susceptible d'être restaurée à l'avenir sous une forme ou une autre.

Lorsque l'idéologie nationaliste a atteint les intellectuels d'Ukraine au cours des premières décennies du XIXe siècle, le territoire ukrainien se trouvait partagé entre l'Empire russe à « l'est » et l'Empire autrichien (plus tard, « austro-hongrois ») à « l'ouest ». L'attitude de ces deux États vis-à-vis des aspirations ukrainiennes différait profondément ; ce fut particulièrement le cas au cours de la seconde moitié du XIXe siècle « long », à

savoir entre 1848 et 1914. Les dirigeants de l'Autriche habsbourgeoise toléraient, voire encourageaient, le mouvement national parmi les Ukrainiens (qu'on appelait alors officiellement « Ruthéniens ») qui avait sa base dans la ville « occidentale » de Lviv, alors que les autorités tsaristes consacraient beaucoup d'énergie à réprimer le mouvement national chez les Ukrainiens (qu'on appelait officiellement « Petits Russiens), dont le centre était la ville « orientale » de Kyiv.³

Néanmoins, dès les années 1890 des partis politiques spécifiquement ukrainiens étaient à l'œuvre dans l'Empire russe comme dans l'Empire austro-hongrois. C'était aussi l'époque où certains leaders – comme Iouliian Batchynski (*Ukraina irredenta*, 1895) et Mykola Mikhnovski (*Samostiina Ukraina / L'Ukraine indépendante*, 1900) avançaient l'idée d'un État indépendant rassemblant les terres habitées par les Ukrainiens dans les deux empires. Moins d'une vingtaine d'années plus tard, ces idées apparemment irréalistes devaient devenir une réalité.

La période révolutionnaire du XXe siècle

Au mois de février 1917, alors que la première guerre mondiale continuait de faire rage dans la majeure partie de l'Europe et du Moyen Orient, le gouvernement de la Russie tsariste s'est écroulé. Il a été remplacé par un gouvernement provisoire de type libéral européen à orientation démocratique. En moins d'un an, toute-

fois, ce gouvernement provisoire a été renversé au profit d'un régime révolutionnaire dirigé par les bolchéviques et déterminé à mettre en place une structure politique radicalement nouvelle, à savoir un État ouvrier gouverné par des conseils (soviets) d'ouvriers, de soldats et de paysans sous la direction idéologique du Parti communiste. Le changement n'a pas été immédiat. Il a fallu trois années encore aux bolchéviques pour vaincre leurs ennemis intérieurs et extérieurs, pour créer à cette occasion plusieurs républiques de style soviétique et, par la suite (juillet 1923), pour les réunir sous le vocable d'Union des républiques socialistes soviétiques, à savoir l'Union soviétique.

Dès le début de l'ère révolutionnaire, les Ukrainiens avaient entrepris de gagner leur autonomie pour, le moment venu, fonder un État indépendant. En mars 1917, un organe appelé Rada (conseil) centrale ukrainienne a été créé à Kyiv. La Rada rassemblait entre 800 et 900 élus, qui représentaient un large éventail de la société ukrainienne : agriculteurs, ouvriers d'usines, soldats et associations de défense de la société civile. Avant la fin de l'année, la Rada centrale avait créé la République nationale/populaire d'Ukraine** qui, en janvier 1918,

** La Rada centrale a donné à cette déclaration la forme d'un « *universal* » (ce qui signifie proclamation, ou résolution) pour rappeler le précédent historique de l'État cosaque, dont les hetmans et autres officiels utilisaient ce mot aux XVIIe et XVIIIe siècles pour désigner les décrets. L'adjectif ukrainien *narodnyi* (de

est devenue « État du peuple ukrainien, indépendant, assujetti à personne, libre et souverain ».4 Il était donc clair que, pour la Rada, le concept de « peuple ukrainien » désignait « toute la population de notre terre », c'est-à-dire les Ukrainiens de souche et « les autres peuples d'Ukraine ».5 De plus, tous les peuples avaient droit à une « autonomie nationale-personnelle ».6

Dans les faits, 30% des sièges à la Rada centrale étaient réservés pour les peuples numériquement les plus importants : Russes ethniques, Polonais et Juifs. Chacun de ces peuples avait des ministres qui représentaient ses intérêts au Secrétariat général de la Rada centrale pour les affaires des nationalités ; un Ministère des affaires juives a été créé pour superviser les communautés juives autonomes. Symbolisant le caractère multinational de la République nationale d'Ukraine, les inscriptions sur les billets de banque n'étaient pas seulement en ukrainien mais aussi en russe, en polonais et en yiddish.

La République nationale d'Ukraine a constitué une armée nationale pour défendre le territoire qu'elle revendiquait, à savoir neuf provinces (*guberniia*) de l'ancien empire russe dont les habitants étaient en grande majorité ukrainiens. Les Puissances centrales ont reconnu l'indépendance de l'Ukraine par le Traité

narod, peuple) peut se traduire comme « populaire » ou « national ». C'est cette dernière traduction qui est utilisée d'ordinaire, et on la reprend ici.

de Brest-Litovsk (février-mars 1918), l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie acceptant l'invitation à envoyer des troupes pour défendre l'Ukraine contre la Russie soviétique.

Quand l'Allemagne a estimé que la Rada centrale se montrait inefficace, elle a contribué en avril 1918 à installer à Kyiv un dirigeant pro-germanique, l'hetman Pavlo Skoropadski, qu'elle a chargé de prendre la tête de ce qu'on appelait auparavant l'État ukrainien. Le titre même « d'hetman » évoquait la longue tradition de la souveraineté étatique ukrainienne de l'Hetmanat cosaque des XVII et XVIIIe siècles.

Après la capitulation de l'Allemagne en novembre 1918, l'Hetmanat, son satellite, s'est écroulé. Néanmoins, l'autonomie ukrainienne a survécu, avec la restauration immédiate de la République nationale d'Ukraine, placée cette fois sous la direction d'un exécutif, le Directoire, à la tête duquel se trouvait Symon Petlioura. Dans le contexte de guerre civile, d'insurrections paysannes et d'invasions étrangères propre aux années 1919-1920 en Ukraine, la République nationale, placée sous l'autorité du Directoire, parvint à survivre avec beaucoup de difficultés, jusqu'à ce que ses forces fussent en fin de compte chassées d'Ukraine en novembre 1920.

Dans l'environnement agité de l'Empire russe post-tsariste, l'Ukraine avait réussi à se maintenir sous la forme d'une république nationale ou d'un état



- État cosaque, 1649
- Autres territoires parfois sous domination cosaque
- Campagne de 1648 de Khmelnytski
- Bataille importante
- Garnison
- Forteresse
- Limites des palatinats polonais
- Frontière actuelle de l'Ukraine

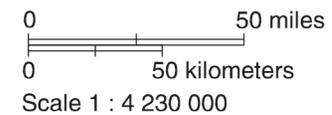
Scale 1 : 8 400000
 0 50 100 miles
 0 50 100 kilometers





Copyright © by Paul Robert Magocsi

- Frontière avec l'Autriche-Hongrie, la Russie et la Roumanie jusqu'en 1918
- Frontière du Royaume de Hongrie jusqu'en 1918
- Frontière du Royaume Rus' de Galicie-Volhynie vers 1300
- Frontière actuelle de l'Ukraine
- Territoires revendiqués par la République nationale d'Ukraine occidentale





UKRAINE CARPATHIQUE, 1938-1939

CARTE 5



Copyright © by Paul Robert Magocsi

- — Frontière entre la Slovaquie et la Ruthénie subcarpathique, 1928-1938
- ◦ ◦ Limites des territoires annexés par la Hongrie, 2 nov. 1938

- Ukraine carpathique
- Frontière actuelle de l'Ukraine

0 25 miles
0 25 kilometers
Scale 1 : 2 125 000



autoritaire (le Hetmanat) pendant la période révolutionnaire des années 1917-1920. Son existence avait été confirmée sur le plan international. L'Ukraine avait été reconnue *de jure* ou *de facto* par 25 pays et elle avait été acceptée en tant qu'État indépendant dans plusieurs organisations internationales (Organisation maritime internationale, Union postale universelle, Union internationale du télégraphe).⁷

Les bolchéviques, qui avaient parfaitement conscience de la réalité et de la force du mouvement national ukrainien ainsi que de l'importance de l'autonomie de l'Ukraine comme élément fédérateur des personnes qui se considéraient ukrainiennes, avaient réagi en proclamant, en décembre 1917, une soi-disant authentique République nationale ukrainienne (des conseils), dont la capitale était Kharkiv. La prétendue nécessité de protéger la République des conseils, également connue sous le nom de République soviétique d'Ukraine, offrit à la Russie bolchévique une justification « légale » pour envoyer l'Armée rouge en Ukraine et en chasser les forces de sa rivale, la République nationale d'Ukraine, dont la capitale était Kyiv.⁸

Entre-temps, dans les territoires peuplés d'Ukrainiens/Ruthènes de l'Empire austro-hongrois (lequel cessa d'exister à la fin d'octobre 1918), une République nationale d'Ukraine occidentale (ayant comme assise l'ancienne province autrichienne de Galicie) avait été proclamée à Lviv le 1^{er} novembre 1918. Deux mois plus tard, elle de-

vait fusionner avec la République nationale d'Ukraine à Kyiv. Comme cette dernière, la République d'Ukraine occidentale donnait au mot « ukrainien » un sens civique, désignant par-là toutes les personnes vivant sur son territoire. Dans le parlement de cette république, il était proposé que 30% des sièges soient spécifiquement réservés aux Polonais, Juifs et Austro-Allemands.⁹

En dépit de la déclaration d'unité, la République nationale d'Ukraine occidentale avait sa propre Armée galicienne (au sein de laquelle avait été formée une unité juive). Distinctes sur le plan opérationnel, les armées des deux républiques ne cessaient de lutter pour leur propre survie. L'Armée d'Ukraine occidentale se battait contre la Pologne, qui finit par lui infliger une défaite en juillet 1919. La République nationale d'Ukraine se battait contre la Russie bolchévique, contre les Russes blanc antibolchéviques et contre plusieurs « armées » de paysans insurgés qui opéraient sur des terres de l'ancien Empire russe. Bien qu'en fin de compte aussi bien la République nationale d'Ukraine de Kiev que la République nationale d'Ukraine occidentale aient été battues, elle ont réussi à amener des centaines de milliers d'hommes à lutter et à mourir pour leur pays, l'Ukraine.

La foi en la souveraineté étatique ukrainienne qui s'est manifestée pendant la période révolutionnaire (1917-1921) était si forte qu'elle a convaincu les responsables bolchéviques de Moscou (Lénine et

Staline) que la Russie soviétique ne pouvait espérer tenir en main l'Ukraine qu'en envoyant l'Armée rouge conquérir le pays et l'occuper. Cette tactique était celle que préconisaient, chez les bolchéviques, un grand nombre de responsables politiques (Trotski, Manouïlski, Rakovski) et militaires (Mouraviev, Antonov-Ovseenko). Les opérations militaires ont été menées de concert et en coopération avec le Parti communiste (bolchévique) ukrainien qui, de son côté, était à la tête d'un État soviétique ukrainien étroitement allié avec la Russie soviétique mais néanmoins administrativement distinct de celle-ci.

L'ère soviétique

La République nationale (des conseils) soviétique, rebaptisée en janvier 1919 République socialiste soviétique d'Ukraine, avait toutes les marques d'un État. Elle a fait de Kharkiv sa capitale et, en mars 1919, a adopté une constitution qui prévoyait un parlement (le Congrès des soviets de députés des ouvriers, paysans et soldats) et un organe du pouvoir exécutif (le Conseil des commissaires du peuple). Son premier acte international important a été le traité d'union de décembre 1920 conclu par les représentants des deux États, la République socialiste fédérative soviétique de Russie (ci-après: Russie soviétique) et la République socialiste soviétique d'Ukraine (ci-après : Ukraine soviétique).¹⁰ Bien que le traité ait prévu une union militaire et

économique, l'Ukraine soviétique est restée quelque temps un « État souverain », qui exerçait son autorité en matière d'agriculture, de justice, d'éducation et de politique étrangère.

Effectivement, pendant la période 1920-1923 l'Ukraine soviétique a fonctionné comme un État souverain, et était considérée comme tel à l'étranger. Elle entretenait des relations diplomatiques et était partie à des traités avec plusieurs pays nés de l'après-guerre (Pologne, Tchécoslovaquie, Autriche, Lituanie, Lettonie, Estonie, Turquie). Elle avait aussi conclu des accords bilatéraux avec plusieurs autres pays.¹¹

Avec la transformation de l'espace territorial de l'ancien Empire russe, la « souveraineté » de l'Ukraine soviétique a pris officiellement fin en juillet 1923. A cette époque, les idéologues bolchéviques avaient mis de côté leur lointain objectif de révolution mondiale et, sous la direction du Secrétaire général du Parti communiste de toute l'Union Joseph Staline – un homme qui savait parfaitement combien le nationalisme ethnique restait puissant – ils décidèrent de créer une fédération de républiques « nationales ». En 1923, la Russie, le Bélarus, l'Ukraine et la Transcaucasie furent réunis pour constituer ensemble l'Union des républiques socialistes soviétiques (ci-après : Union soviétique).***

*** L'union a été déclarée en décembre 1922 mais n'a été formellement instituée qu'en juillet 1923.

D'autres républiques soviétiques pouvaient se joindre « de leur plein gré » à cette structure étatique fédérale, ce qui se passa effectivement dans les années 1920 lorsque au sein de la Russie soviétique se constituèrent trois républiques d'Asie centrale (le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan), et que la Transcaucasie se subdivisa en trois républiques (la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan). Dans le cadre de cette union dite « fédérale », l'Ukraine soviétique fonctionna comme un espace politique dont les résidents étaient reconnus (et se reconnaissaient) comme appartenant à une entité appelée l'Ukraine qui, pendant plusieurs années, a pu jouir d'une certaine autonomie.

Par exemple, l'Ukraine soviétique a quelque temps gardé la haute main sur son système éducatif et son développement culturel. Encouragé par les autorités central de l'Union à Moscou, le gouvernement ukrainien lança en 1923 un programme dit « d'ukrainisation »,¹² qui avait pour objectif stratégique de légitimer l'autorité du Parti communiste (bolchévique) d'Ukraine en attirant dans ses rangs un plus large éventail de population locale. Conscient de la force effective et latente des sentiments nationaux chez les Ukrainiens, le Parti espérait bénéficier d'un plus large soutien et attirer de nouveaux membres en mettant l'accent sur la langue ukrainienne et toutes les formes de la culture ukrainienne.

Le programme d'ukrainisation remporta un succès

remarquable et, dès 1929, les trois quart des élèves de la république étaient inscrits dans des écoles où l'enseignement était dispensé en ukrainien. Le nombre de publications en ukrainien et d'institutions culturelles (organes scientifiques, bibliothèques, théâtres, musées) utilisant l'ukrainien connut une augmentation considérable.

Le programme d'ukrainisation eut tant de succès que les autorités de Moscou (qui, depuis 1929, étaient sous la coupe de plus en plus pesante de Joseph Staline) craignirent de contribuer malgré elles au nationalisme ukrainien, toujours considéré comme une menace pour le régime soviétique. En même temps, Staline lançait le premier Plan quinquennal soviétique, dont l'objectif était d'accélérer l'industrialisation du pays et de procéder à la collectivisation du secteur agricole en recourant, au besoin, à la force. L'Ukraine fut frappée de plein fouet par la collectivisation forcée, qui se traduisit par l'expulsion de plus de 500.000 cultivateurs indépendants (« koulaks ») et par une famine artificielle génocidaire (dite « *Holodomor* », c'est-à-dire « meurtre par la faim ») qui, rien qu'en 1932-1933, se solda par près de quatre millions de morts.¹³

Ces événements tragiques furent accompagnés par le démantèlement complet du programme d'ukrainisation et par une offensive frontale contre les grands intellectuels et responsables culturels d'Ukraine. L'assaut concerté lancé au début des années 30 à la fois contre

les intellectuels et contre les agriculteurs ne réduisit pas à néant les sentiments nationaux des Ukrainiens. A proprement parler, les résultats positifs de l'ukrainisation et les souffrances partagées au cours de la Grande Famine (le *Holodomor*) ont constitué un capital de souvenirs communs qui, par la suite, referaient surface à chaque fois que des circonstances politiques nouvelles permettraient au mouvement national ukrainien de renaître.

Tous les Ukrainiens ethniques ne vivaient pas à l'intérieur des frontières de l'Ukraine soviétique pendant l'entre-deux-guerres du XXe siècle. En 1930, plus de 7,2 millions d'entre eux habitaient toujours sur leurs terres ancestrales, qui relevaient à l'époque de pays voisins (Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie).¹⁴ En grande majorité (5,9 millions), ils vivaient en Pologne (dans la Galicie historique) ; c'étaient les patriotes les plus fervents. De novembre 1918 à juillet 1919 ils avaient brièvement eu un État à eux — la République nationale d'Ukraine occidentale — avant que les armées polonaises ne le renversent.

Ensuite, les Ukrainiens de Galicie ont formé plusieurs mouvements politiques et militaires clandestins (« Organisation militaire ukrainienne – UVO, Organisation des nationalistes ukrainiens – OUN, Armée insurrectionnelle ukrainienne – UPA) qui, des années 20 au début des années 50, se sont battues contre la Pologne, l'Allemagne nazie et l'Union soviétique. Leur

but était de constituer un État ukrainien indépendant et non soviétique. Par exemple, la souveraineté ukrainienne a été proclamée à la veille de la seconde guerre mondiale et pendant celle-ci en Tchécoslovaquie orientale (Ukraine carpathique, novembre 1938-mars 1939) et dans l'ancienne Galicie (acte dit de « renouveau de l'État ukrainien » du 30 juin 1941). Bien que ces deux entités aient été de courte durée, elles ont semé dans l'esprit de la population le souvenir d'un État indépendant qui avait existé dans l'histoire et pourrait exister à l'avenir.

La victoire de l'Union soviétique sur le front oriental de l'Europe lors de la seconde guerre mondiale et l'insistance de Staline à étendre vers l'ouest les frontières de son pays ont eu des répercussions directes sur l'Ukraine soviétique. Les territoires peuplés d'Ukrainiens de la Pologne de l'entre-deux-guerres (Galicie orientale et Volhynie occidentale), de la Roumanie (Bukovine du nord et, en partie, Bessarabie) et de la Tchécoslovaquie (Ruthénie subcarpathique / Transcarpathie) – soit en tout 11 millions d'habitants répartis sur 165.000 km² – ont été ajoutés à l'Ukraine soviétique. Ils représentaient en 1959 un quart du territoire du pays, qui comptait 41,9 millions d'habitants pour une superficie de 604.000 km².¹⁵

Pour la première fois dans l'histoire, la grande majorité des terres habitées par des Ukrainiens (tels que les définissent les spécialistes de l'Ukraine) se trouvait

à l'intérieur d'un unique État ukrainien, bien que soviétique. De plus, c'était là (en particulier dans la Galicie historique) que le mouvement national ukrainien était né et que l'identité ethnolinguistique et nationale était la plus marquée et la plus répandue.

Bien qu'il apparût clairement qu'à la fin des années 40 l'objectif de l'indépendance ukrainienne n'avait pas été atteint, le concept de souveraineté étatique ukrainienne n'avait pas disparu et, au sens propre, il bénéficia d'une nouvelle chance. En 1945, la République socialiste soviétique d'Ukraine (Ukraine soviétique) devint en effet un des 51 membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Certes, l'Ukraine soviétique faisait toujours partie de l'Union soviétique, mais elle fonctionnait *de jure* comme un État distinct, c'est-à-dire qu'elle avait sa propre mission permanente auprès de l'ONU, où ses ambassadeurs représentaient une Ukraine soviétique symboliquement distincte de l'Union soviétique; elle était aussi membre d'un grand nombre d'institutions spécialisées de l'ONU (Energie atomique, Travail, Télécommunications, UNESCO, Organisation mondiale de la santé, entre autres) et signataire de plus de 120 conventions, déclarations et traités internationaux, parmi lesquels le Traité de Paris (1947), la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) et le Traité de Moscou d'interdiction partielle des essais nucléaires (1963).¹⁶

Il était certain que l'Ukraine soviétique ne pouvait intervenir sur la scène internationale qu'en plein accord et en coopération avec le gouvernement central de l'Union soviétique. Néanmoins, elle agissait en tant qu'État et était perçue comme tel dans plusieurs enceintes internationales.

Même à l'intérieur du pays, les dirigeants du Parti communiste de Kyiv s'efforçaient de promouvoir les intérêts de l'Ukraine soviétique en intervenant auprès du gouvernement central de Moscou pour obtenir que davantage de fonds du budget central de l'Union soient affectés au budget de leur république. La Crimée en a été un exemple. Pendant plus de trois siècles la péninsule avait fait partie du khanat de Crimée jusqu'à ce qu'elle soit rattachée à l'Empire russe en 1783. La Russie tsariste puis le pouvoir soviétique l'avaient donc gouvernée pendant 170 ans seulement quand, en 1954, elle fut « cédée » à l'Ukraine soviétique. Le gouvernement ukrainien soviétique a pris l'affaire au sérieux et a tout fait pour développer l'économie de sa nouvelle acquisition territoriale.

Entre-temps, l'idée d'un État qui serait indépendant de l'Union soviétique restait vivace. C'était peut-être rêver, mais ce rêve continua de vivre au cours des années 60 et 70 dans les écrits de toutes sortes d'intellectuels dissidents et persécutés en Union soviétique (Ivan Dziuba, Valentyn Moroz, Ivan Svitlychnyi, le général Piotr Grigorenko) et au sein des six millions de

membres de la diaspora ukrainienne répandue dans de nombreux pays du monde, en particulier aux États-Unis et au Canada.

L'Ukraine indépendante

Le 24 août 1991, le parlement (Verkhovna Rada) de l'Ukraine soviétique a déclaré l'Ukraine « État démocratique indépendant ».¹⁷ Ce pas vers la souveraineté s'inscrivait dans le prolongement des réformes et de la transformation de la société soviétique qu'avait lancées en 1985 le secrétaire général du Parti communiste de l'URSS Mikhaïl Gorbatchev.

Dans l'Ukraine soviétique, les changements n'ont pas véritablement commencé avant 1989. Ils avaient été préparés par une organisation de la société civile appelée Rukh (Mouvement populaire pour la restructuration de l'Ukraine). Des partisans de Rukh ont été élus au parlement et, en coopération avec des députés communistes, ils ont amené l'assemblée à déclarer l'Ukraine pays souverain (juillet 1990). L'étape suivante vers la souveraineté étatique a été franchie à la suite des événements inattendus qui se sont passés à Moscou, lorsque un coup d'État a été tenté en août 1991 pour renverser Gorbatchev. Après l'échec de ce coup, le parlement ukrainien a déclaré l'indépendance du pays le 24 août.

Pour donner plus de légitimité à la déclaration d'indépendance, le parlement a demandé qu'un référen-

dum national soit organisé trois mois plus tard, le 1^{er} décembre. Les électeurs étaient appelés à se prononcer pour ou contre la déclaration. Les résultats ont surpris même les plus fervents partisans de l'indépendance, puisque, fait remarquable, l'électorat a approuvé la déclaration à une majorité de 92%. Même dans les régions du pays qui semblaient le moins favorables à l'indépendance de l'Ukraine, bien plus de la moitié des votants se sont exprimés en sa faveur (84% dans l'oblast de Donetsk, 84% dans l'oblast de Louhansk, 54% en Crimée).¹⁸

Quels sont les motifs qui ont poussé tant de gens à approuver l'indépendance ? À coup sûr, beaucoup ont estimé qu'avoir un État en propre était, pour les Ukrainiens ethniques, la meilleure garantie de survie en tant que peuple. D'autres, cependant, voulaient simplement un changement dans l'espoir d'améliorer leur existence et celle de leurs enfants. L'indépendance semblait répondre aux vœux des uns comme des autres.

Quelques semaines après le référendum du 1^{er} décembre, l'Union soviétique cessa d'exister (26 décembre 1991). Au cours des mois qui suivirent, l'indépendance de l'Ukraine fut reconnue par la plupart des pays du monde, par l'ONU et par ses voisins de l'ex-Union soviétique, à savoir la Russie et le Bélarus.

En tant qu'État indépendant, l'Ukraine entrait dans une période de transition, au cours de laquelle elle

avait pour priorités : 1. de faire passer son économie du modèle planifié au modèle régi par le marché, 2. de mettre en place des institutions publiques permettant de passer du modèle autoritaire au modèle démocratique, 3. de reconfigurer ses relations extérieures, pour passer de la dépendance par rapport au monde soviétique à une association plus étroite avec l'Union européenne et l'Amérique du Nord. L'étape essentielle à franchir pendant cette période de transition a été, en premier lieu, l'adoption d'une nouvelle constitution.

Le projet de constitution a fait l'objet d'un vaste débat dans l'ensemble de la société ukrainienne. L'Ukraine devait-elle devenir un État centralisé sur le modèle de la France ou un État fédéral sur le modèle de l'Allemagne ? Avec ses régions nombreuses et diverses, chacune ayant son histoire et une population multiethnique, la réalité de l'Ukraine aurait semblé faire pencher la balance dans le sens d'une structure fédérale. Finalement, la constitution qui a été adoptée en 1996 prévoyait une structure étatique unitaire, avec un gouvernement dirigé par un président élu au scrutin direct et un pouvoir législatif à chambre unique (la Verkhovna Rada), dont les députés étaient désignés par les partis en fonction des voix obtenues. La seule exception à cette structure unitaire était constituée par la Crimée, qui a été reconnue république autonome au sein de l'Ukraine, avec son propre parlement.

III. L'IDENTITÉ NATIONALE UKRAINIENNE

Pays typiquement européen, l'Ukraine était, et reste, ethniquement diverse. Dans le passé, chaque habitant (cela concernait aussi les enfants, quel que soit leur âge) était tenu d'indiquer sa nationalité dans les recensements soviétiques. La nationalité figurait aussi dans les papiers d'identité personnels (les « passeports intérieurs »). La catégorie de nationalité (ukrainienne, russe, polonaise, etc.) était distincte de la citoyenneté (soviétique ou, dans certains cas, « étrangère »).¹⁹

La diversité ethnolinguistique

Selon le dernier en date des recensements soviétiques (1989), sur les 51,4 millions d'habitants que comptait l'Ukraine, près de 73% étaient Ukrainiens de souche. Les 27% restants se répartissaient entre la centaine de minorités nationales que comptait le pays. La minorité numériquement la plus importante était composée de Russes (22% de la population totale), suivis par des nombres beaucoup moins élevés (puisqu'ils sont inférieurs à 1% du total) de Bélarussiens, de Moldaves, de Tatars de Crimée, de Bulgares, de Hongrois, de Roumains, de Polonais, de Juifs et d'Arméniens.²⁰

Bien que numériquement peu importantes, certaines de ces minorités n'étaient pas loin de constituer une « majorité » locale dans certaines régions, comme les Hongrois en Transcarpathie, les Moldaves dans l'oblast de Kherson, les Bulgares sur le littoral de la mer d'Azov,

les Tatars en Crimée et les Grecs dans la ville portuaire de Marioupol et ses banlieues. La minorité nationale numériquement la plus importante, les Russes, était en fait majoritaire dans des zones d'Ukraine de l'est et du sud (c'est-à-dire dans certaines parties des oblasts de Kharkiv, de Donetsk et de Louhansk, et en Crimée).

Il importe de garder à l'esprit que, indépendamment de la législation ukrainienne actuellement en vigueur, toutes les « minorités nationales » susmentionnées sont des populations autochtones, c'est-à-dire des descendants de Russes, de Polonais, de Hongrois, de Roumains, de Moldaves, notamment, installés depuis des siècles au même endroit. **** Autrement dit, leur demeure ancestrale se trouve dans l'Ukraine actuelle ; leur patrie, ou leur pays, est l'Ukraine, pas la Russie, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Moldavie, la Bulgarie ni aucun autre pays.

Il importe aussi de faire la distinction entre la langue maternelle d'un citoyen (celle qui figure aussi dans les recensements) et sa nationalité. Tous les habitants de l'Ukraine qui ont donné le russe comme langue maternelle (langue de tous les jours/langue d'usage) n'étaient

**** Actuellement, l'Ukraine ne reconnaît comme autochtones (en ukrainien : *korinnyi*) que trois de ses nombreux peuples, à savoir : les Tatars de Crimée, les Karaïmes et les Krymtchaks, qui, presque exclusivement, vivent tous en Crimée. Comme un peuple autochtone se définit généralement comme un peuple dont la présence sur un territoire donné remonte au moins à un siècle (trois générations), il y a en Ukraine bien d'autres « minorités nationales » qui méritent le statut de peuple autochtone.

pas des Russes ethniques. Au cours de l'histoire, un pourcentage important de gens se déclarant Ukrainiens ont été russophones. Ce phénomène linguistique s'est trouvé renforcé pendant les sept décennies de pouvoir soviétique (1921-1991), au cours desquelles le russe bénéficiait de l'avantage d'être la langue principale du pays. De plus, nombre de minorités nationales – Bélarussiens, Tatars de Crimée, Bulgares, Grecs et Juifs (ces derniers, bien plus nombreux dans le passé) étaient et sont restés russophones.

Lorsque l'Ukraine est devenue un Etat souverain en 1991, la question s'est posée de savoir si cette nouvelle entité politique devait être constituée d'une population dont l'identité nationale commune reposait sur des principes civiques ou sur des principes ethniques. En d'autres termes, s'agissait-il d'une identité nationale à base civique, c'est-à-dire fondée sur l'association avec un État représentant une communauté de gens liés entre eux par une citoyenneté commune, vivant sur un territoire spécifique et conscients d'être assujettis à une législation et à des institutions politiques communes, ou bien s'agissait-il d'une identité nationale à base ethnique, où l'État est avant tout associé à un groupe ethnique/une nationalité définis par une langue, des traditions historiques et des valeurs culturelles ? La Constitution de 1996 a clairement répondu à cette question en définissant « le peuple ukrainien » comme formé de « citoyens de toutes nationalités ».²¹

L'évolution de l'identité ukrainienne

L'accent que la Constitution a mis sur l'identité civique n'a pas écarté totalement les notions traditionnelles quant à ce qui constitue l'identité ukrainienne. La Constitution appelle aussi l'État « à favoriser la consolidation et le développement de la nation ukrainienne, sa conscience historique, ses traditions et sa culture ».²² Un élément de consolidation particulièrement important est la langue officielle de l'État, l'ukrainien, dont « le développement global » doit être élargi à « tous les domaines de la vie sociale ».²³

Même si la langue ukrainienne devait bénéficier de la place la plus importante, en particulier dans le système public d'éducation, « le libre développement des langues des minorités nationales »²⁴ était garanti. La question du russe, langue maternelle de 30% des habitants de l'Ukraine (selon le recensement de 2001), était très importante.²⁵ Bien que classé parmi les « langues des minorités » – ce dont nombre de russophones se sont à maintes reprises déclarés mécontents – le russe est resté de fait la langue exclusive d'enseignement dans 1.275 établissements primaires et secondaires du pays.²⁶ Au moins jusqu'au début du XXI^e siècle, le russe a été la langue utilisée dans la plupart des établissements d'enseignement supérieur (universités, grandes écoles) et, dans toute l'Ukraine, les publications imprimées ou électroniques (particulièrement ces dernières) étaient majoritairement en russe.

Depuis l'indépendance, les réformes des programmes scolaires ont facilité l'émergence d'une nouvelle génération de jeunes qui ont un cadre de référence historique commun avec, pour élément central, l'expérience ukrainienne. Conformément aux directives du Ministère de l'éducation applicables dans l'ensemble du pays, le programme d'enseignement a été considérablement révisé.

L'histoire de l'Ukraine est désormais matière obligatoire dès les grandes classes du primaire puis pendant toutes les études secondaires, ainsi que dans les universités et écoles techniques supérieures, indépendamment de la spécialisation des étudiants. L'ancienne version soviétique marxiste de l'histoire a été remplacée par le programme national ukrainien formulé avant la première guerre mondiale par Mykhailo Hrouchevski, le plus célèbre historien de l'Ukraine et premier président du pays (1918). Conformément à la conception de Hrouchevski, la structure politique médiévale de la Rus' kiévienne est considérée comme État proto-ukrainien, mais l'accent principal est mis sur l'État cosaque des XVIIe et XVIIIe siècles, qui est présenté comme ayant lutté pour devenir indépendant de la Moscovie/Russie, et non pour lui être rattaché. S'agissant de la période soviétique du XXe siècle, elle n'est plus décrite seulement comme une époque de progrès sociaux et économiques mais aussi comme un temps d'immenses souffrances, dont

donnent une idée la répression de l'idée nationale ukrainienne et l'horrible bilan des victimes de l'*Holodomor*, la Grande Famine à laquelle fut soumise l'Ukraine lors des années 1932-1933.

Le développement d'une sensibilité ukrainienne commune a aussi été encouragé par les efforts des communautés locales pour transformer les espaces publics. Les symboles du pouvoir soviétique, en particulier les statues de Lénine, le père fondateur soviétique, ont été enlevés des places de nombreuses villes et villages, pour être d'ordinaire remplacés par des statues de Tarass Chevtchenko, le barde national ukrainien du XIXe siècle. Des personnages et des événements que le régime soviétique avait passés sous silence au XXe siècle ont été réhabilités grâce aux initiatives d'universitaires et auteurs de manuels scolaires, d'instituts de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine et de l'Institut ukrainien de la mémoire nationale, récemment créé.

En même temps, l'espace public en Ukraine s'est trouvé enrichi de monuments publics commémorant la Grande Famine (*Holodomor*) et honorant des figures comme Andreï Cheptytski, Mykhailo Hrouchevski, Mykola Skrypnyk ou Stepan Bandera qui s'étaient opposés à certains aspects – ou au principe même – du pouvoir soviétique. Les noms d'origine soviétique de certaines villes, grandes ou petites, ont été changés. C'est ainsi qu'Artemivsk est redevenue Bakhmout,

Dniepropetrovsk est devenue Dnipro et Kirovohrad – Kropyvnytski. Il en a été de même pour les noms de rues ou de places, tandis que les billets de banque nationaux s’ornaient de portraits de figures patriotiques comme Tarass Chevtchenko, Bohdan Khmelnytski, Ivan Mazepa ou Mykhaïlo Hrouchevski.

D’un côté, il semblait que l’enseignement de l’histoire de l’Ukraine et les innovations apportées dans l’espace public privilégiaient le nationalisme ethnique. De l’autre, la désoviétisation de l’Ukraine illustre les principes d’un nationalisme civique en ce sens qu’un effort était entrepris pour donner une voix à tous les peuples de l’Ukraine.

Les nouvelles histoires de l’Ukraine, en particulier les manuels en usage dans les établissements primaires et secondaires, ont petit à petit adopté une approche multiculturelle qui a permis de prêter davantage d’attention aux réalisations de personnalités et de communautés ethniquement non ukrainiennes. Par exemple, des programmes spéciaux conçus par le Ministère de l’éducation et des sciences prévoient une formation et une sensibilisation des enseignants dans le domaine de l’Holocauste et de ses victimes juives en Ukraine.²⁷

Dans l’espace public, là où des minorités nationales sont concentrées les noms de rues ont été changés pour honorer des grandes figures de ces minorités. C’est particulièrement le cas dans nombre de rues qui portent maintenant des noms juifs (à Lviv, Tchernivtsi,

Ouman), des noms grecs (à Marioupol) ou des noms hongrois (dans tout le sud de la Transcarpathie).

En Ukraine, l'État et les autorités locales ont directement soutenu et encouragé les investissements étrangers visant à mettre en place ou restaurer des monuments profanes et religieux représentatifs de peuples du pays. Les exemples sont nombreux, parmi lesquels on citera : en ce qui concerne les Juifs – les sites des massacres de Kyiv (Babyn Yar) et Kharkiv (Drobytski Yar), le Centre socioculturel Menorah et le Musée d'histoire juive de Dnipro, le vieux quartier juif et le camp de travail de Yanovski à Lviv, ainsi que de nombreuses synagogues dans tout le pays ; pour les Tatars de Crimée – le palais du khan à Bakhtchysaraï, les mosquées de Crimée et les statues de grands personnages de la culture et de la politique ; ainsi que des instituts universitaires pour les Grecs (à Marioupol) et les Hongrois (à Berehovo). En particulier, la ville multiculturelle d'Odessa a été encouragée à fonder des centres civiques et culturels spécifiquement consacrés aux communautés grecque, allemande, juive, arménienne et bulgare qui y habitent. Des monuments ont même été créés ou restaurés pour répondre aux sentiments nostalgiques de certains citoyens pour des figures emblématiques des empires d'avant la première guerre mondiale dont faisait alors partie l'Ukraine, qu'il s'agisse de l'Autriche-Hongrie (l'empereur François-Joseph à Tchernivtsi) ou de la Russie (l'impératrice Cath-

erine II à Odessa et son favori le ministre Grégoire Potemkine à Kherson).

On le voit, le sentiment moderne d'identité ukrainienne est un phénomène complexe et en constante évolution. Aux marqueurs ethniques de l'identité ukrainienne tels que la langue et la culture est venue se superposer au cours des décennies récentes une identité civique qui éclaire l'idée que les Ukrainiens ethniques se font de l'État ukrainien tout en permettant à ceux des résidents de l'Ukraine qui sont dépourvus de ces marqueurs de se considérer comme membres de cette communauté politique. En même temps, l'identité ethnique et l'identité civique ont coexisté avec d'autres conceptions du monde propres à des couches particulières de la société ukrainienne et qui sont souvent affaire de génération et de lieu géographique.

Les types d'identité en Ukraine

À des fins d'analyse, on pourrait parler de quatre identités « nationales », organisées en fonction de critères soit ethniques soit civiques. Dans la réalité, cependant, ces identités ne sont pas tranchées ni incompatibles et, dans l'identité que chaque citoyen ukrainien perçoit comme sienne, deux ou plus de ces identités peuvent se combiner.

1. Identité ethnique ukrainienne. Ce qui la détermine, c'est l'idée que l'on est ukrainien si l'on parle ukrainien, si l'on se considère comme Ukrainien et si l'on pense que l'Ukraine est un État-nation viable. Avant l'indépendance, c'était parmi les populations de l'Ukraine occidentale, en particulier dans les régions historiques de Galicie et de Volhynie, que ce sentiment ethnique était le plus répandu. Depuis l'indépendance, les jeunes de toute l'Ukraine (nés ou en grande partie acculturés à l'époque post-soviétique) ont été de plus en plus nombreux à adopter cette approche ethnique de leur identité « nationale ».

2. Identité ethnique russe. Elle s'applique aux citoyens dont les ancêtres étaient des Russes ethniques qui, depuis des générations, voire des siècles, habitaient en Ukraine, essentiellement (mais pas exclusivement) dans l'est et le sud du pays. Non seulement le russe est leur première langue de communication (et souvent la seule), mais leur affinité culturelle (qui s'exprime souvent par leur fidélité au patriarcat orthodoxe de Moscou) va vers la Russie, dont ils ont fait partie, eux ou leurs ancêtres, soit du temps de l'Empire russe soit du temps de l'Union soviétique.

3. Identité civique soviétique. Elle concerne des gens (souvent appelés « sovoks ») qui sont nés, ont grandi et ont été éduqués quelque part en Union soviétique. Ils ont pour langue de communication le russe, qui était la langue la plus prestigieuse dans cet État. Par voie de

conséquence, ils considèrent l'ukrainien comme guère mieux qu'un patois, pas du tout comme une langue, et refusent (souvent ostensiblement) de le parler en dépit des lois linguistiques et des directives édictées par les autorités ukrainiennes et qui causent leur irritation.

Ces gens de type soviétique (les sovoks) avaient une nationalité mentionnée dans leurs papiers d'identité de l'époque soviétique, mais c'était pour la plupart d'entre eux une identité de pure forme. La raison en était que la nationalité, russe ou autre, n'était pas estimée importante. L'association avec l'État soviétique et ses valeurs culturelles et politiques était donc devenue le trait le plus significatif de l'identité civique soviétique. Depuis la disparition de l'Union soviétique, les sovoks ukrainiens voient dans son successeur, la Fédération de Russie, le pays de leurs ancêtres, auquel ils pourraient un jour revenir politiquement. Les sovoks appartiennent pour la plupart à la génération des personnes âgées (cinquante ans et plus). On en trouve dans toute l'Ukraine, mais surtout à l'est et au sud du pays, en particulier en Crimée.

4. Identité civique ukrainienne. Elle consiste à considérer l'État comme défini par un ensemble de valeurs communes auxquelles peuvent souscrire des gens de toute ethnicité. La valeur décisive est ici la loyauté du citoyen à l'égard de l'État et de ses intérêts, quelles que soient sa nationalité et sa langue. Des personnes

parlant le russe ou le tatar de Crimée peuvent donc être tout aussi ukrainiennes que des ukrainophones. On peut dès lors parler d'État moderne multinationnel et multiculturel composé d'Ukrainiens ethniques, d'Ukrainiens russes, d'Ukrainiens polonais, d'Ukrainiens juifs, d'Ukrainiens tatars de Crimée, etc.

Ce qui est aussi essentiel, ce sont les conceptions communes quant au type d'État qui mérite la loyauté de ses citoyens. Par opposition aux Russes (qu'ils soient citoyens de la Fédération de Russie ou sovkos vivant en Ukraine ou en d'autres endroits de l'espace post-soviétique) qui voient dans l'État une fin en soi, les citoyens qui font leur une identité civique ukrainienne attendent de l'État qu'il respecte les principes démocratiques, notamment la primauté du droit et la protection des droits humains. Ils ont de toute évidence pour modèle l'Union européenne, à laquelle ils aspirent d'appartenir, et non pas la Fédération de Russie ni aucun autre système autocratique.

Les conséquences des événements récents

Il ne fait aucun doute que les événements récents ont eu de profondes conséquences sur les notions d'identité civique ukrainienne et de souveraineté étatique. Le premier de ces événements a été la Révolution orange de 2004. Son importance tient à ce que non seulement elle a entraîné une seconde élection présidentielle qui a inversé les résultats de la première, mais aussi

à ce qu'elle a montré le pouvoir qu'avait le peuple. Pour des sociétés, comme l'Ukraine, habituées à un pouvoir autoritaire et dictatorial, la Révolution orange a transformé la conscience collective dans de vastes couches de la population. Des citoyens ordinaires ont pu non seulement descendre manifester dans la rue, mais ils ont pu aussi obtenir un changement réel. De plus, ils ont consenti à un sacrifice personnel pendant plusieurs semaines (sous des températures hivernales très basses) pour protéger les intérêts de l'État, de « leur » État.

Le second événement, qui a définitivement consacré la dimension civique de l'identité nationale ukrainienne, a été la Révolution de la dignité. Elle s'est déroulée pendant quatre mois (novembre 2013-février 2014) sur la place centrale, le « Maïdan », de la capitale du pays, Kyiv. Les manifestations avaient cette fois pour objet les intérêts de l'Ukraine comme État et son statut géopolitique, en particulier du fait que, depuis la Révolution orange dix ans auparavant, la société et l'identité ukrainienne s'était de plus en plus tournée vers l'Union européenne. Le président ukrainien, Victor Ianoukovitch, avait accepté de signer un mémorandum de coopération avec l'Union européenne. Mais au dernier moment, cédant aux pressions de Vladimir Poutine, il avait refusé de le signer. Cette décision avait déclenché des manifestations sur la place Maïdan, et le sang coula quand Ianoukovitch eut appelé en renfort

les forces spéciales anti-émeutes, qui ouvrirent le feu et tuèrent une centaine de personnes. En fin de compte, les manifestants ont eu raison des forces spéciales et ont poussé le président Ianoukovitch à démissionner. Le peuple avait été le plus fort. Un nouveau gouvernement pro-européen, soutenu avec enthousiasme par l'ensemble de la population, était désormais à la tête du pays.

La victoire fut cependant en demi-teinte du fait que, dans le sillage immédiat de la Révolution de la dignité, la Russie envahit la Crimée à la fin février et l'annexa le 24 mars. En même temps, elle incita à faire sécession des collaborationnistes du Donbass (la partie orientale du pays, qui comprend les oblasts de Donetsk et de Louhansk), leur apportant un soutien actif. À Kyiv, le gouvernement eut alors à faire face à une guerre sur le flanc est du pays. En huit années de conflit avec les forces séparatistes appuyées par la Russie, plus de 13.000 Ukrainiens ont perdu la vie et deux millions ont été chassés de chez eux au Donbass et obligés de se reloger ailleurs dans le pays.²⁸

L'occupation et l'annexion par la force de la Crimée ainsi que la guerre avec la Russie et les séparatistes pro-russes dans le Donbass ont plus que tout autre facteur renforcé l'identité civique chez les Ukrainiens, indépendamment de leur origine ethnique et nationale. Par exemple, ce n'est pas seulement un paradoxe si, sur le Maidan de Kiev, le premier manifestant tué à la

fin de 2013 a été un jeune Ukrainien de souche arménienne. De plus, l'un des orateurs les plus entendus lors des manifestations quotidiennes sur le Maïdan a été Josef Zissels, président de la très influente Association des organisations et communautés juives d'Ukraine (VAAD).²⁹ Comme il s'est avéré, la majorité des soldats de l'armée ukrainienne qui se battent contre les séparatistes en Ukraine orientale sont des locaux russophones. Il est clair qu'aussi bien les manifestants de Maïdan que les soldats russophones de l'est ont pris la parole, ont combattu et sont morts pour leur État – l'Ukraine.

La récente phase de la guerre contre la Russie qui a commencé en février 2022 a montré combien l'identité ukrainienne, qu'elle soit ethnique ou civique, était devenue forte et largement partagée. La vaillante résistance que des Ukrainiens de toutes conditions sociales opposent à l'invasion russe illustre, en même temps qu'elle renforce, la tendance de l'identité propre ukrainienne à se définir, d'une part, en s'opposant à la Russie et, d'autre part, en s'alignant sur les valeurs européennes.

IV. RÉSUMÉ

L'idée de la souveraineté de l'Ukraine a une longue tradition, qui remonte au moins au milieu du XVII^e siècle. A cette époque un État cosaque avait été créé au centre de l'Ukraine moderne, où il s'est maintenu en tant qu'entité indépendante puis autonome jusqu'aux années 1780.

Le mouvement national ukrainien a conservé vivante l'idée d'autonomie étatique pendant tout le XIX^e siècle. Celle-ci a ensuite trouvé une réalisation, certes brève, pendant la période révolutionnaire qui a suivi la première guerre mondiale, entre 1917 et 1920, et qui a vu s'écrouler les empires russe et austro-hongrois et se constituer pas moins de quatre États ukrainiens sous cinq régimes différents : la République nationale d'Ukraine (Rada centrale et Directorat), la République socialiste soviétique d'Ukraine/Ukraine soviétique), l'État ukrainien (Hetmanat) et la République nationale d'Ukraine occidentale.

Une seule de ces républiques a survécu : l'Ukraine soviétique. La raison en est essentiellement dans son alliance étroite et ses relations de dépendance avec la Russie soviétique, à laquelle elle s'est associée en juillet 1923 pour former l'Union des républiques socialistes soviétiques, c'est-à-dire l'Union soviétique. L'Ukraine soviétique a conservé nombre des marques extérieures de la souveraineté étatique (notamment, pour un temps, en matière de relations avec l'étrang-

er) jusqu'au début des années 30, où elle a été entièrement placée sous le coupe du gouvernement pan-soviétique de Moscou. L'Ukraine soviétique est néanmoins restée une entité administrative distincte, dont le territoire s'est trouvé agrandi d'un quart à la fin de la seconde guerre mondiale.

Le statut de l'Ukraine en tant qu'État a été de fait renforcé en 1945 quand elle est devenue, comme telle, membre fondateur et permanent de l'Organisation des Nations unies. Quand, à la fin des années 80, l'Union soviétique est entrée dans une période de transformations, les appels en faveur d'une Ukraine souveraine se sont multipliés, jusqu'à ce que, en 1991, une Ukraine pleinement indépendante voie le jour.

Désormais indépendant, l'État ukrainien moderne a adopté une constitution (1996) qui lui donnait la structure d'un État unitaire (et non fédéral). La question se posait néanmoins toujours de savoir si l'Ukraine devait devenir un État fondé sur des principes ethniques ou des principes civiques, en d'autres termes s'il s'agirait d'un État défini par les valeurs culturelles des Ukrainiens ethniques ou d'un État défini par une identité commune à tous les citoyens quelle que soit leur nationalité ou de leur langue.

L'évolution de l'Ukraine depuis son instauration en 1991, et particulièrement après les deux bouleversements sociopolitiques qu'ont été la Révolution orange de 2004 et la Révolution de la dignité (Maïdan)

de 2013-2014, a montré que l'Ukraine tendait de plus en plus à devenir un État-nation où « l'ukrainité » se définissait avant tout par le principe énoncé dans sa constitution : « Le peuple ukrainien » est formé par « les citoyens de l'Ukraine de toutes nationalités ».³⁰

Au nombre des aspirations communes propres à l'identité civique ukrainienne figurent l'attachement à un État régi par les valeurs démocratiques européennes, notamment la liberté d'expression, les droits humains et la primauté du droit. La force du principe civique a été prouvée au-delà de ce que l'on pouvait attendre par la réaction face à l'actuelle invasion russe – la « guerre de Poutine » de 2022 –, où l'on a vu des citoyens ukrainiens de toutes les régions et nationalités, de tout genre et langue, se lever, se battre et mourir pour défendre l'État avec lequel ils s'identifient pleinement : l'Ukraine.

NOTES

- 1 Vladimir Poutine, « De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens », essai publié en russe, en ukrainien et en anglais (<https://prlib.ru/en/article-vladimir-putin-historical-unity-russians-and-ukrainians>)
- 2 La question fondatrice de Herder – « Un peuple... a-t-il quoi que ce soit de plus précieux que la langue de ses ancêtres ? » — et ses considérations sur l'égalité universelle des cultures se trouvent dans son ouvrage *Briefe zu Beförderung der Humanität* (« Lettres pour l'avancement de l'humanité »), 1793, N° 10, in *Werke*, vol. VII, Francfort-sur-le Main, 1991, p. 65.
- 3 Voir Paul Robert Magocsi, *History of Ukraine: the Land and its Peoples*, deuxième édition enrichie (Toronto, Buffalo et Londres, University of Toronto Press, 2010), en particulier les pages 389-407, 423-442 et 467-488.
- 4 « Fourth Universal of the Ukrainian Central Rada, 9th January 1918 », in Taras Hunczak, ed., *The Ukraine, 1917-1921: A Study in Revolution* (Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1977), p. 392.
- 5 « Second Universal of the Ukrainian Central Rada, 3 July 1917 », in *ibid.*, p. 386.
- 6 « Fourth Universal », in *ibid.*, p. 394.
- 7 Vasyl Markus, « International Legal Status of the Ukrainian State », in *Ukraine: a Concise Encyclopedia*, Vol. 2 (Toronto, University of Toronto Press, 1971), p. 67-68.
- 8 Jurij Borys, *The Sovietization of Ukraine, 1917-1923* (Edmonton, Canadian Institute of Ukrainian Studies, 1980), p. 184-188.
- 9 Vasyl Kuchabsky, *Western Ukraine in Conflict with Poland*

and Bolshevism, 1918-1923 (Edmonton and Toronto, Canadian Institute of Ukrainian Studies Press, 2009), p. 57.

10 «Treaty of Union Between the Russian Soviet Socialist Republic and the Ukrainian Soviet Socialist Republic, 28 December 1920», in Magocsi, *History of Ukraine*, p. 563-564

11 Borys, *Sovietization of Ukraine*, p. 309-311.

12 Terry Martin, *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939* (Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2001), p. 75-124).

13 Oleh Wolowyna, «The Famine-Genocide of 1932-33: Estimation of Losses and Demographic Impact », in Bohdan Klid et Alexander J. Motyl, eds., *The Holodomor Reader* (Edmonton et Toronto, Canadian Institute of Ukrainian Studies Press, 2012), p. 63.

14 Paul Robert Magocsi, *Ukraine : An Illustrated History* (Seattle, University of Washington Press, 2007), Tableau 35.1, p. 222.

15 Magocsi, *History of Ukraine*, p. 3 et 688.

16 Theofil I. Kis, *Nationhood, Statehood and International Status of the Ukrainian SSR/Ukraine* (Ottawa, Londres et Paris, University of Ottawa Press, 1989), p. 57-62.

17 «Resolution of the Supreme Soviet of the Ukrainian SSR on the Declaration of Independence of Ukraine», citée in Magocsi, *History of Ukraine*, p. 723.

18 *Atlas istoriï ukraïns'koï derjavnosti* (Lviv, Naukove tovarystvo imeni Chevtchenka, 2013), p. 120-121).

19 Dominique Arel, «Demography and Politics in the First Post-Soviet Censuses », *Population*, Vol. 57, N°6 (2002), p. 812-813.

20 Magocsi, *History of Ukraine*, Tableau 53.3, p. 745.

- 21 *Constitution ukrainienne*, préambule, voir: <https://rm.coe.int/constitutionof-ukraine/16807lf58b>.
- 22 *Constitution*, art. 11.
- 23 *Constitution*, art. 10.
- 24 Ibid.
- 25 Svitlana Mel'nyk et Stepan Tchernytchko, *Etnitchne ta movne rozmaïttia Ukraïny* (Oujhorod, PoliPrint, p.12).
- 26 Services d'État des statistiques d'Ukraine, « Zahal'noosvitni navtchal'ni zaklady Ukraïny na potchatok 2013/14 roku », feuillet 64.
- 27 Site officiel du Ministère de l'éducation et des sciences, voir : <https://mon.gov.ua/osvita/zagalna-serednya-osvita/navchalni-programi/navchalni-programi-5-9-klas>; <https://mon.gov.ua/osvita/zagalna-srednya-osvita/navchalni-programi/navchalni-programi-dlya-10-11-klasiv>
- 28 Radio Svoboda, *The UN has counted the number of victims of hostilities in Donbass* (19 février 2021), voir <https://www.radiosvoboda.org/a/news-oon-kst-gerty-boyovych-donbas/31110937.html>
- 29 Zissels a aussi été l'auteur d'une lettre ouverte à Vladimir Poutine que signèrent plusieurs dizaines d'organisations et de personnalités juives éminentes pour protester contre la présentation déformée du statut des Juifs en Ukraine. Elle a été publiée les 26 et 27 mars 2014 en pleine page dans le *New York Times*, l'*International New York Times* (Paris), le *National Post* (Toronto) et *Haaretz* (Jérusalem). On en trouvera la reproduction dans Paul Robert Magocsi et Yohanan Petrovsky-Shtern, *Jews and Ukrainians : A Millenium of Co-Existence*, 2ème édition corrigée, Toronto, University of Toronto Press, 2018, p. 277-278.
- 30 *Constitution ukrainienne*, préambule.

L'AUTEUR

PAUL ROBERT MAGOCSI est professeur d'histoire et de sciences politiques à l'Université de Toronto, où il est titulaire de la Chaire John Yaremko d'études ukrainiennes. Il est l'auteur d'une quarantaine d'ouvrages, dont *Historical Atlas of Central Europe* (2018), *The Roots of Ukrainian Nationalism* (2002), *A History of Ukraine : The Land and its Peoples* (2017), *This Blessed Land: Crimea and the Crimean Tatars* (2022) et *Jews and Ukrainians: A Millennium of Co-Existence* (2018).

“Un éminent expert de l’histoire de l’Ukraine présente une récapitulation historique remarquable et claire de l’identité et de la souveraineté étatique de l’Ukraine, depuis les origines jusqu’à la guerre actuelle.”

Timothy Garton Ash
Professeur d’Études européennes,
Université d’Oxford
Senior Fellow à l’Institution Hoover de l’Université
de Stanford